

Baromètre



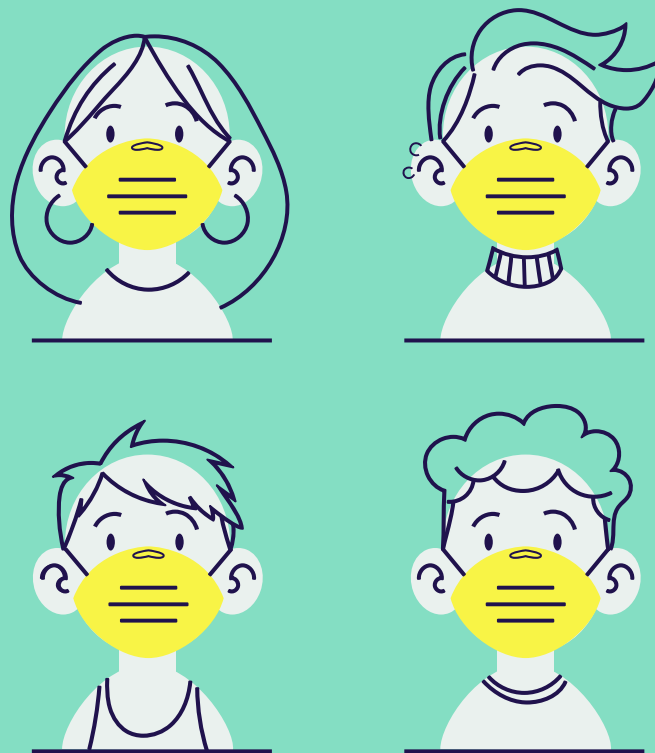
IMPACT COVID-19

ÉCONOMIE

EMPLOI

FORMATION

Bourgogne-Franche-Comté



BAROMÈTRE IMPACT COVID-19

ÉCONOMIE, EMPLOI, FORMATION EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

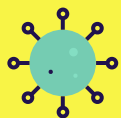
Fruit d'un partenariat entre la Direccte, la Région, l'INSEE, les URSSAF, l'AER et Emfor, la Cellule régionale fournit trimestriellement aux acteurs régionaux une sélection d'indicateurs quantitatifs et d'informations qualitatives, afin de suivre l'impact du Covid sur l'économie, l'emploi et la formation.

Ce Baromètre trimestriel propose une quarantaine d'indicateurs permettant d'appréhender les effets de la crise sanitaire en Bourgogne-Franche-Comté et des liens vers les notes de conjoncture ou autres travaux des partenaires pour des détails complémentaires.

Au-delà des données chiffrées, ce Baromètre est enrichi de zooms qualitatifs, variables chaque trimestre, pour éclairer la situation d'un secteur d'activité, d'un territoire ou d'un dispositif.

Création réalisation Emfor Bourgogne-Franche-Comté





SOMMAIRE

Indicateurs

Activité

Aides aux entreprises et salariés

Activité partielle

Emploi

Marché du travail

Formation

Situation des jeunes

Zoom

Impacts de la crise sur la pauvreté

Références

Sources des données utilisées



INDICATEURS

Sources détaillées en fin de document

Activité	Période	Nombre	M-1	Évolution T-1	sur 1 an	Référence au 31/12/2019
Créations d'entreprises - y compris micro-entrepreneurs	2 ^e T 2021	7 405	-	-6,3 %	+57,4 %	6 015
Ouvertures de procédures de défaillances d'entreprises	2 ^e T 2021	241	-	+1,2 %	-2,0 %	515
Emplois menacés	2 ^e T 2021	642	-	+21,4 %	-33,8 %	839
Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie	septembre 2021	73,3 %	-4,3 pts	-4,9 pts	+1,3 pts	71,9 %

Aides aux entreprises et salariés	Période	Nombre	M-1	Évolution T-1	sur 1 an	Référence au 31/12/2019
Demandes d'indemnisation	04/2021	9 235	+14,4 %		-77,5 % (évol. mars 2020-avril 2021)	
Salariés concernés par les demandes d'indemnisation	04/2021	34 105	+7,2 %		-88,5 % (évol. mars 2020-avril 2021)	
Montant total des Prêts garantis par l'État	01/10/2021	3 712 914 459 €	+0,9 %			
dont Industrie		25,2 %	+0,1 pt			
dont Commerce		25,8 %	0 pt			
dont Construction		10,0 %	0 pt			
Nombre d'aides des Prêts garantis par l'État	01/10/2021	25 605	+0,6 %			
Entreprises bénéficiant du Fonds de solidarité	10/10/2021	65 198				
Montant des aides du Fonds de solidarité	10/10/2021	1 041 096 000 €				
dont Hébergement restauration		41,3 %				
dont Commerce		15,0 %				
dont Construction		3,3 %				
Nombre d'aides du Fonds de solidarité	10/10/2021	317 784				

INDICATEURS

Sources détaillées en fin de document

Aides aux entreprises et salariés (suite)	Période	Nombre	Évolution		Référence au 31/12/2019
			M-1	T-1 sur 1 an	
Fonds régional des territoires pour le développement économique	30/06/2021				
Aides individuelles attribuées aux entreprises		5 107			
dont aides pour l'investissement		2 354			
dont aides au fonctionnement		2 753			
Montant des actions collectives, en euros		1 226 425 €			
dont montant pour le fonctionnement		1 022 354 €			
dont montant pour l'investissement		204 071 €			
Fonds régional d'avance pour la consolidation de trésorerie des TPE	30/09/2021				
Montant des avances remboursables mobilisé, en euros		9 550 000 €			
Emplois maintenus		2 155			
Emplois créés		185			
Taux de reste à recouvrer employeurs privés	3^e T 2021	3,0 %	-0,3 pt	-4,2 pts	0,8%
dont Taux de Reste à recouvrer dans l'Industrie		1,4 %	-0,5 pt	-6,0 pts	0,6%
dont Taux de Reste à recouvrer dans la Construction		3,4 %	-0,1 pt	-5,2 pts	2,0%
dont Taux de Reste à recouvrer dans le Commerce		2,1 %	-0,6 pt	-4,8 pts	0,5%
dont Taux de Reste à recouvrer dans les Services		4,4 %	-0,2 pt	-2,5 pts	0,8%
Report de cotisations secteur privé, en euros	31/03/2021	13 684 582 €	-1 716 478 €		

INDICATEURS

Sources détaillées en fin de document

Activité partielle	Période	Nombre	m-1	Évolution T-1	sur 1 an	Référence au 31/12/2019
Heures consommées	1 ^{er} T 2021	11 397 212		-388 749	+1 013 789	272 395
dont Agriculture		39 495		-12 225	+876	206
dont Industrie		1 033 770		-332 933	-1 359 947	239 958
dont Construction		131 811		-4 418	-1 226 603	5 915
dont Commerce		1 283 301		-877 124	-815 877	7 433
dont Services		8 908 836		+837 952	+4 427 566	16 854
Établissements ayant consommé des heures	1 ^{er} T 2021	13 948		-5 811	-21 578	235
Salariés concernés	1 ^{er} T 2021	57 450		-8 296	-21 792	2 810
Taux d'utilisation du chômage partiel	2 ^e T 2021	2,1 %		-0,3 pt	-8,8 pts	0,1 %

INDICATEURS

Sources détaillées en fin de document

Emploi	Période	Nombre	Évolution		Référence au 31/12/2019
			M-1	T-1 sur 1 an	
Emploi salarié total, dont Intérim	2^e T 2021	968 100	+0,5 %	+2,4 %	969 900
dont Agriculture		18 200	+0,8 %	+5,6 %	16 900
dont Industrie		165 400	0,0 %	-0,9 %	168 800
dont Construction		52 400	0,0 %	+3,9 %	50 600
dont Commerce-réparation automobile		121 900	+0,6 %	+1,7 %	121 800
dont Services marchands hors intérim		237 600	+1,4 %	+2,9 %	235 400
dont Intérim		35 200	-0,9 %	+38,0 %	38 800
Intérimaires selon l'établissement utilisateur	1^{er} T 2021	36 330	0,0 %	+54,8 %	39 016
dont Industrie		17 660	+2,3 %	+60,3 %	19 977
dont Construction		4 850	+2,2 %	+206,5 %	4 700
dont Services		13 670	+2,8 %	+26,9 %	13 358
Travailleurs frontaliers	1^{er} T 2021	38 563	-0,1 %	-0,6 %	37 466
Déclarations préalables à l'emploi	2^e T 2021	171 318	+8,8 %	+72,4 %	190 886
dont contrats à durée indéterminée		31 649	+17,4 %	+93,4 %	29 613
dont contrats à durée déterminée >1 mois		36 621	+6,5 %	+68,5 %	35 231
dont contrats à durée déterminée <1 mois		103 048	+7,2 %	+68,2 %	126 042
dont DPAE Industrie		10 587	+0,3 %	+66,8 %	10 477
dont DPAE Construction		5 899	-6,7 %	+52,4 %	5 382
dont DPAE Commerce		21 202	+21,9 %	+43,0 %	23 468
dont DPAE Hôtellerie-restauration		13 090	+144,9 %	+199,2 %	30 660
dont Services hors intérim		58 695	+9,6 %	+102,6 %	61 236
dont Services non marchands		61 754	+0,5 %	+50,9 %	60 847

INDICATEURS

Sources détaillées en fin de document

Marché du travail

	Période	Nombre	Évolution		Référence au 31/12/2019
			M-1	T-1 sur 1 an	
Demands d'emploi en fin de mois cat A	2° T 2021	122 100	-1,1 %	-19,4 %	121 220
Demands d'emploi en fin de mois cat A,B,C	2° T 2021	221 000	-0,3 %	-0,9 %	210 940
Demands d'emploi en fin de mois A jeunes < 25 ans	2° T 2021	17 670	-1,6 %	-27,7 %	17 990
Demands d'emploi en fin de mois ABC jeunes < 25 ans	2° T 2021	31 000	-1,7 %	-7,0 %	29 180
Nombre d'offres collectées par Pôle emploi	1° T 2021	25 450	+21,0 %	+7,4 %	25 520
Entrées à Pôle emploi	2° T 2021	19 420	-1,6 %	+5,9 %	19 780
dont fin de contrat	2° T 2021	3 000	-6,0 %	-28,7 %	3 550
dont fin de mission intérim	2° T 2021	1 320	+8,2 %	-34,3 %	1 480
dont licenciement économique	2° T 2021	330	-15,4 %	-21,4 %	340

INDICATEURS

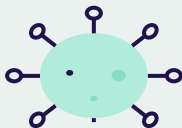
Sources détaillées en fin de document

Formation

	Période	Nombre	Évolution		Référence au 31/12/2019
			M-1	sur 1 an	
Entrées en formation dans le dispositif amont de la qualification	3° T 2021	4 392		+60,2 %	4 535
dont part de jeunes <26 ans		43 %			
Entrées en formation dans le programme qualifiant	3° T 2021	5 245		+7,9 %	6 686
dont part de jeunes <26 ans		34 %			
Entrées en formation en École de la 2 ^e chance	3° T 2021	312		+17,3 %	574
dont part de jeunes <26 ans		93 %			

Situation des jeunes

	Période	Nombre	Évolution		Référence au 31/12/2019
			M-1	sur 1 an	
Jeunes accueillis pour la première fois dans une Mission locale	3° T 2021	13 830		+58,9 % +17,3 %	16 934
dont jeunes NEETS		10 832		+69,0 % +12,7 %	12 607
dont jeunes diplômés de niveau Cap ou plus		7 305		+71,2 % +10,8 %	9 148
Jeunes en demande d'insertion	3° T 2021	28 758		+2,1 % +6,0 %	26 330
dont jeunes diplômés de niveau Cap ou plus	3° T 2021	15 956		+4,5 % +4,7 %	14 573



IMPACTS DE LA CRISE SUR LA PAUVRETÉ

La lutte contre la pauvreté au temps du coronavirus : constats sur les effets de la crise sur la pauvreté et points de vigilance du comité d'évaluation de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Un an après sa première note sur les effets du Covid-19 sur la pauvreté en France, le comité d'évaluation de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, présidé par Louis Schweitzer, fait le point. Cette étude revient également sur la réponse apportée depuis mars 2020 par le gouvernement pour les plus précaires et exprime un certain nombre de points d'attention et de recommandations pour la période à venir.

Des effets sociaux de la crise et du premier confinement confirmés, notamment chez les jeunes.

Les inégalités sociales face à l'épidémie durant le premier confinement sont confirmées. Les enfants et les familles ont été confrontés aux inégalités éducatives et à un risque accru des violences intrafamiliales. Comme pour les adultes, on constate une dégradation de leur santé mentale. La période est marquée par une hausse de la précarité, notamment alimentaire. Les jeunes ont été particulièrement fragilisés par la crise (santé mentale, précarité alimentaire, baisses de revenus).

Une situation économique plus favorable qu'attendu il y a un an.

La reprise économique est en cours. La situation actuelle sur le marché du travail se rapproche de celle d'avant-crise et les craintes relatives à l'évolution du chômage ou des faillites ne sont pas confirmées, les deux s'inscrivant en baisse par rapport à la situation pré-crise, ce qui ne préjuge pas de la situation lorsque les dispositifs d'aides auront été réduits. Le nombre d'allocataires du RSA a connu une forte hausse en 2020 mais elle s'est résorbée par la suite, et les impayés de loyers n'ont pas augmenté pour le moment. Dans les DROM (départements et régions d'outre-mer), l'impact du premier confinement a été moins important que prévu et la situation sur le marché de l'emploi tout comme l'évolution du nombre de bénéficiaires du RSA rassurent.

Des mesures d'urgence massives et globalement bien ciblées

On ne dispose pas encore d'un bilan global des effets redistributifs des aides engagées pour soutenir les ménages, mais, d'après les premiers éléments disponibles, la réponse des pouvoirs publics semble avoir été bien proportionnée et bien ciblée. S'il apparaît que le soutien financier de l'Etat a permis d'amortir l'essentiel de l'impact de la crise sur les finances des collectivités territoriales, le comité ne dispose pas d'information sur la façon dont ce soutien a été modulé en fonction des besoins des différents territoires.

IMPACTS DE LA CRISE SUR LA PAUVRETÉ

Une hausse de la précarité néanmoins observée.

Le CNLE (Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale) alerte sur le basculement dans la précarité de nouveaux publics qui sollicitent désormais les services sociaux et souligne, sur la base d'une analyse synthétique des rapports des grandes associations de lutte contre la pauvreté, un triple mécanisme d'entrave des sorties et de nouvelles entrées dans la pauvreté de personnes qui en étaient plus ou moins proches (autoentrepreneurs, travailleurs indépendants, travailleurs précaires et étudiants par exemple). On constate par ailleurs une hausse du recours à l'aide alimentaire et l'arrivée d'un nouveau public dans les centres de distribution en 2020 qui témoignent d'une augmentation de la précarité alimentaire.



Des recommandations pour la période à venir

Le comité recommande d'évaluer et de documenter précisément l'impact des mesures prises par le gouvernement sur les revenus, les inégalités et la pauvreté. Le suivi de l'évolution de la pauvreté et de la précarité en France « en temps réel » mis en place durant la crise doit être maintenu pour compléter les taux de pauvreté de l'Insee qui lors de leur publication renseignent sur la situation deux années auparavant. Les effets de la crise dans les Outre-mer, ses effets sur les femmes et les hommes et ses conséquences sur les revenus des indépendants et des plus précaires doivent être examinés.

Le comité observe que la reprise économique en cours ne doit pas faire oublier que la crise sanitaire a souligné et accentué des inégalités existantes et renforcé la précarité, que ses effets à moyen et long terme ne sont pas encore connus et que la situation sur le marché du travail en sortie de crise présente des risques potentiels en termes de précarité et de pauvreté.

Il met également l'accent sur l'importance de garantir un accès à leurs droits aux plus démunis et recommande de porter une attention accrue aux publics fragiles, en particulier les enfants, dans la période d'après-crise. Il faut veiller à la mise en œuvre sur tous les territoires de l'obligation de formation et à l'atteinte de ses objectifs. Les effets des réformes en 2021 de l'assurance chômage et des APL sur la situation de publics déjà fragilisés par la crise sanitaire, notamment les jeunes, doivent être surveillés. Concernant la réforme structurelle en préparation autour de l'idée d'un revenu pour les jeunes, pour lesquels la crise a confirmé les conséquences négatives de l'absence d'un filet de sécurité monétaire, le comité recommande qu'il n'y ait pas de barrières d'accès et que sa durée soit adaptée à la situation du jeune.

Source : [France Stratégie - La lutte contre la pauvreté au temps du coronavirus : constats sur les effets de la crise sur la pauvreté et points de vigilance du comité d'évaluation de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté - Note d'étape, 18/10/2021](#)

NOTES DE CONJONCTURE RÉGIONALE

Certains indicateurs du Baromètre sont alimentés par les notes de conjoncture



INSEE

Tableau de bord Conjoncture Bourgogne-Franche-Comté – octobre 2021



INSEE - URSSAF - DREETS

Conjoncture Emploi 2^{ème} trimestre 2021 – octobre 2021



Banque de France

Tendances régionales : Bourgogne-Franche-Comté – octobre 2021



DREETS

Note de conjoncture régionale – septembre 2021



AUTRES NOTES À CONSULTER



URSSAF

StatUR Bourgogne-Franche-Comté
Conjoncture 2^{ème} trimestre 2021 –
octobre 2021



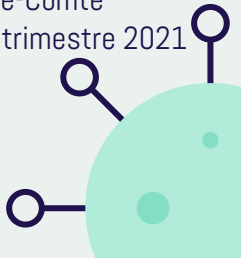
DRAAF - agreste

Bourgogne-Franche-Comté
Conjoncture – octobre 2021



Pôle emploi

Bourgogne-Franche-Comté
Regard sur – 3^{ème} trimestre 2021



SOURCES

ACTIVITÉ

Créations d'entreprises

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture

Source : INSEE-REE (Répertoire des entreprises et des établissements - Sirene)

Défaillances d'entreprises

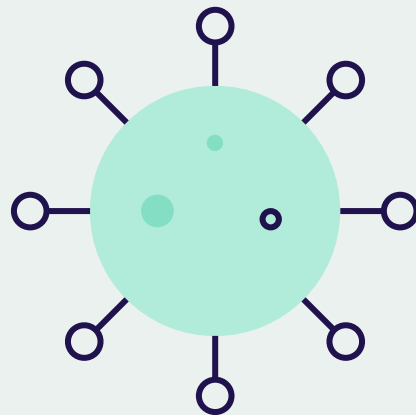
Emplois menacés

Champ : ouvertures de procédures

Source : Société Altares-Bodacc - Traitement DREETS BFC-SESE

Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie

Source : Banque de France



SOURCES

AIDES AUX ENTREPRISES ET SALARIÉS

Demandes d'indemnisation et salariés concernés

Source : ASP-DGEFP-DARES – Extraction du Si Apart

Prêts garantis par l'État

Fonds de solidarité

Source : département Etalab de la Direction interministérielle du numérique (DINUM)

Pacte régional pour l'économie de proximité

Accompagnement de la reprise de l'économie de proximité pour les TPE de moins de 10 salariés

Composé de deux volets :

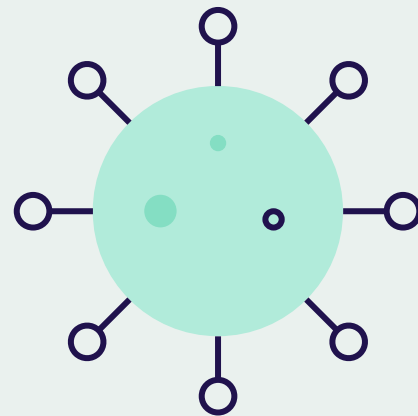
- Fonds régional des territoires pour le développement économique
- Fonds régional d'avance pour la consolidation de trésorerie

Source : Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté-direction économie

Cotisations des employeurs privés

- Taux de reste à recouvrer
- Report de cotisations du secteur privé

Source : AROME, URSSAF



SOURCES

ACTIVITÉ PARTIELLE

Nombre d'heures consommées par secteur d'activité

Établissements ayant consommé des heures

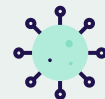
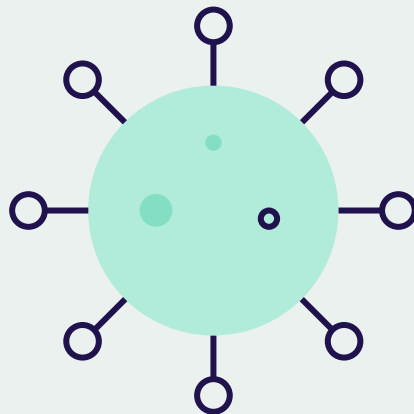
Salariés concernés

Source : DARES-DREETS BFC

Taux d'utilisation du chômage partiel

Champ : assiette chômage partiel / (assiette déplafonnée + chômage partiel)

Source : ACOSS-URSSAF



SOURCES

EMPLOI

Emploi salarié total dont intérim

Source : Insee, estimations d'emploi - estimations trimestrielles Acoss-URSSAF, DARES, INSEE

Intérimaires selon l'établissement utilisateur

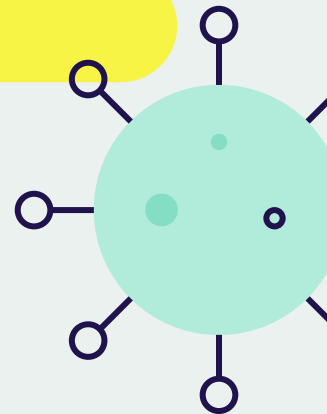
Champ : effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département
Source : DARES, Déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim

Travailleurs frontaliers

Source : Office fédéral de la statistique (OFS)

Déclarations préalables à l'emploi (DPAE)

Champ : régime général, hors intérim
Source : ACOSS-URSSAF



SOURCES

MARCHÉ DU TRAVAIL

Demandeurs d'emploi

Source : Pôle emploi-DARES, STMT, traitements DARES

Offres collectées par Pôle emploi

Source : Pôle emploi, Fichier des offres d'emploi, Données brutes

Entrées à Pôle emploi

Source : Pôle emploi



SOURCES

FORMATION

Entrées en formation

Source : Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté



SOURCES

SITUATION DES JEUNES

Jeunes accueillis pour la première fois dans une Mission locale

Jeunes en demande d'insertion

Source : ARML - système d'information i-milo

